



Samedi 26 octobre 2024

20 octobre: Journée de la culture cubaine
Célébrations de la culture cubaine partout sur l'île et dans le monde



- Célébrations de la culture cubaine partout sur l'île et dans le monde

Mettons fin au blocus de Cuba!

- Actions partout dans le monde en appui au vote à l'Assemblée générale de l'ONU pour la levée du blocus américain - *Joignez-nous!*
 - La pétition exigeant la levée du blocus américain a été déposée à la Chambre des communes
 - Les États-Unis sont entièrement responsables de la crise énergétique à Cuba
-

20 octobre: Journée de la culture cubaine

Célébrations de la culture cubaine partout sur l'île et dans le monde



L'ambassade de Cuba au Canada célèbre la Journée de la culture le 23 octobre 2024.

À Cuba, depuis 1980, le 20 octobre est célébré comme la Journée de la culture cubaine. Cette année, de nombreux événements ont eu lieu pour célébrer la culture cubaine partout sur l'île. Des célébrations ont également eu lieu dans le monde entier, y compris au Canada.

Parmi les activités organisées pour souligner la Journée de la culture cubaine, il y a eu la projection de films, des concerts, des spectacles de danse folklorique, des pièces de théâtre et des récitals. « La Journée de la culture est l'occasion de faire connaître tout ce qui est fait pour défendre notre patrimoine, tout en faisant valoir que l'école est un lieu d'intégration culturelle et en soulignant que la culture cubaine est un symbole de résilience et de diversité », a affirmé le ministre cubain de la Culture.

Le 12 octobre, *Radio Havana* a souligné que la Journée de la culture cubaine « est l'occasion de rendre hommage à ceux qui, au fil du temps, ont défendu notre identité. [...] C'est rendre hommage aux artistes, créateurs, historiens et intellectuels qui ont propagé la culture cubaine aux quatre coins du pays, aux communautés difficilement accessibles des montagnes ou aux prisons, réalisant un droit garanti par la Révolution ». Il ajoute :

« Dès les premiers jours, la politique culturelle de la Révolution a été conçue pour encourager la participation populaire aux processus culturels et pour rendre accessible au peuple ce qui se fait de mieux en art cubain et en art mondial. »

À Cuba, les festivités ont été interrompues par des pannes d'électricité dans tout le pays, commencées le 17 octobre et causées par un bris à la centrale thermoélectrique Antonio Guiteras à Matanzas. Le blocus illégal des États-Unis a causé une pénurie de carburant et des difficultés à obtenir des pièces de rechange pour le réseau électrique.

L'événement principal des célébrations, à Bayamo le 20 octobre, a néanmoins eu

lieu. Il comprenait un hommage à Perucho Figueredo, avocat, poète et musicien engagé dans la lutte pour l'indépendance de son pays. En 1867, Perucho Figueredo a composé *La Bayamesa* (l'hymne de Bayamo) qui porte sur la lutte pour l'indépendance. La chanson a été entonnée pour la première fois le 20 octobre 1868 lors de la bataille de Bayamo, où les combattants de l'indépendance, dont Perucho faisait partie, ont vaincu les Espagnols. La Journée de la culture cubaine commémore cette date historique.

En 1902, *La Bayamesa* est devenue l'hymne national de Cuba. Voici une traduction des paroles :

*Bayamais, courez au combat,
Que la Patrie orgueilleuse vous contemple;
Ne redoutez pas une mort glorieuse,
C'est vivre que mourir pour la Patrie.*

*Vivre enchaîné, c'est vivre,
Soumis aux affronts et à l'opprobre
Écoutez le son du clairon,
Aux armes, braves, courez !*



Cette année, certains événements ont également souligné le 120e anniversaire de la naissance du grand écrivain cubain, Alejo Carpentier (1904-1980) et le rôle des professeurs d'arts communautaires, formés pour enseigner les arts et la culture dans les écoles et dans les projets communautaires partout à Cuba.

Bayamo, devenue capitale de la province de Granma, a été le site de nombreux combats décisifs dans la lutte pour l'indépendance de Cuba face à l'Espagne. Elle a également joué un rôle essentiel dans la lutte armée menée sous la direction de Fidel Castro, qui a finalement réussi à libérer Cuba de la domination étrangère en renversant la dictature de Fulgencio Batista, soutenue par les États-Unis, le 1er janvier 1959.

Dans son livre *En visite à Cuba*, Hardial Bains, le fondateur et dirigeant du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), écrit au sujet de la visite d'une délégation du Parti à Bayamo en 1995. Durant ce voyage, la délégation a également visité La Comandancia, également dans la province de Granma, au sud de Bayamo, qui fut le poste de commandement de l'Armée rebelle dans les montagnes de la Sierra Maestra. La visite avait lieu au cours de la Période spéciale, lorsque le peuple cubain était confronté à d'énormes difficultés économiques en raison de la rupture des relations commerciales avec l'ancienne Union soviétique et les pays du bloc de l'Est, décuplant les difficultés engendrées par le blocus.

De retour à La Comandancia, la délégation a rencontré les musiciens du Quinteto

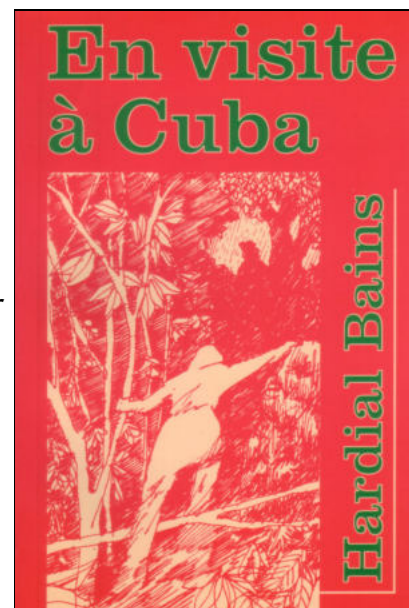
Rebelde, dont les contributions sur le front de la culture font désormais partie de l'histoire de l'armée rebelle dirigée par Fidel Castro dans les montagnes. Hardial Bains explique dans le livre les explications données par les membres de du Quinteto Rebelde: « Durant la guerre, Fidel Castro leur proposa d'accompagner les guérilleros dans les affrontements car ainsi, en plus d'inspirer les rebelles, cela sèmerait la peur chez l'ennemi. Et donc, on installa des hauts parleurs, munis d'une petite génératrice, et le quintette joua un rôle important dans la guerre révolutionnaire. Quatre des membres originaux font encore partie du groupe et ils continuent de jouer les vieux chants révolutionnaires en plus des chants nouveaux. Les vieux chants exaltent l'héroïsme des guérilleros et décrivent le visage de l'ennemi et les nouveaux chants sont dédiés à la lutte actuelle du peuple cubain contre le blocus américain et pour surmonter les difficultés de la période spéciale. [...] »



Le Quinteto Rebelde se produit au milieu d'autres combattants de l'Armée rebelle dans la Sierra Maestra, dont Fidel Castro. À droite : le groupe célèbre son 60e anniversaire en mai 2018.

Se remémorant la visite à La Comandancia, Hardial Bains écrit :

« Il est évident que le monde n'est pas aussi ordonné et aussi planifié qu'on le voudrait. Si tout était prévu à l'avance, dans le moindre détail, sans rien laisser à l'imagination, nous ne serions pas des êtres humains. À quoi servent les êtres humains sans la tâche d'humaniser l'environnement ? La révolution, le mode de développement de la société, n'est pas connue à l'avance dans tous ses détails, dans toute sa splendeur et dans tout son drame ; il est impossible d'en prévoir tous les aspects, même si on en connaît à l'avance toutes les caractéristiques essentielles. Qu'apporte la révolution au monde si son produit existe déjà ? Il n'est pas possible de savoir à quoi ressemblera exactement le nouveau qui se crée. La préparation se fait à mesure qu'on avance. Nous apprenons en le faisant et la théorie et les plus grandes réalisations passées de l'humanité nous servent de guide. »



Le rôle de la culture dans la consolidation de la Révolution cubaine rappelle ce qu'écrit le camarade Bains pour résumer la visite de la délégation du Parti en 1995

: « Si on me demandait ce que signifie le mot Cuba après cette visite [...], je dirais que pour moi le mot Cuba signifie peuple d'un nouveau monde, d'un monde en éveil qui voit son potentiel et la nécessité de s'affirmer. Cuba signifie trouver des solutions aux problèmes du peuple et ne jamais abandonner, ne jamais succomber aux difficultés. »

Commander *En visite à Cuba*

Ce livre comprend trois essais. Dans le premier, *En visite à Cuba - 1992*, l'auteur donne son point de vue sur la « Période spéciale », nom donné aux circonstances dans lesquelles les Cubains ont dû lutter pour survivre, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique et des pays de l'Europe de l'Est. Le deuxième essai, *Revirement de la situation en solidarité avec Cuba - 1994*, est le fruit de l'inspiration et des expériences partagées par l'auteur lors du premier rassemblement mondial de solidarité avec Cuba. Le troisième essai, *En visite à Cuba - 1995*, présente les réflexions d'Hardial Bains sur la « Période spéciale » au cours d'un deuxième voyage. « On pourrait croire que le récit relève du songe ou de l'illusion si ce n'était de cette réalité si évidente et si émouvante que l'auteur parvient à expliquer dans son essence et sa dialectique avec tant d'objectivité. »

Pour en commander un exemplaire, envoyez un chèque ou un mandat de 12 dollars à : Centre national de publications, case postal 264, succursale Adelaide, Toronto, Ontario, M5C 2J8.



L'ambassadeur de Cuba au Canada, Son Excellence Rodrigo Malmierca Díaz, s'adresse à la foule réunie à l'ambassade de Cuba à Ottawa, qui comptait également des musiciens, des poètes et des artistes.



La Journée de la culture cubaine est célébrée lors du Festival du film latino-américain de Toronto, le 20 octobre 2024.



Des éducateurs cubains en Guinée équatoriale célèbrent la Journée de la culture, le 19 octobre 2024.



L'ambassade cubaine au Honduras célèbre la Journée de la culture, le 20 octobre 2024.



Vidéo : « Quinteto Rebelde, l'arme la plus puissante de la Sierra Maestra », sortie à l'occasion du 60e anniversaire du groupe en mai 2018

(D'après des informations de Prensa Latina, Radio Havana Cuba, En visite à Cuba)



Mettons fin au blocus de Cuba!

Actions partout dans le monde en appui au vote à l'Assemblée générale de l'ONU pour la levée du blocus américain - *Joignez-nous!*

CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Le mardi 29 octobre, l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) examinera pour la trente-deuxième fois le point de l'ordre du jour intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique ». Ce blocus illégal est imposé depuis 1962, soit 62 ans. Les États membres voteront sur la résolution le mercredi 30 octobre.

Comme chaque année depuis 1992, Cuba présentera son *Rapport actualisé sur la résolution 75/289 de l'Assemblée générale des Nations unies concernant la nécessité de mettre fin à l'embargo américain contre Cuba*, souvent appelé blocus américain et connu pour sa brutalité. Les États-Unis parlent ouvertement d'utiliser le blocus pour affamer le peuple cubain et lui faire du mal afin d'atteindre leur objectif de changement de régime - et ils ont échoué lamentablement. Le peuple cubain soutient sa révolution, tout comme les peuples du monde entier.

Depuis 1992, l'appui à la résolution par les pays participant à l'AGNU n'a fait qu'augmenter, isolant systématiquement ces deux pays moribonds qui se sont toujours opposés à la résolution[1].



Le ministre des Relations extérieures de la République de Cuba, Bruno Rodriguez Parrilla, a présenté le jeudi 12 septembre, à la presse nationale et étrangère, la mise à jour du rapport national sur les effets du blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba, correspondant à la période mars 2023 - février 2024.

Le coût du blocus est évident dans les pénuries de toutes sortes auxquelles sont confrontés les Cubains, notamment de nourriture, de médicaments, de carburant, de moyens de transport, ainsi que dans la détérioration d'autres services de base.

Voici quelques données comparatives publiées dans le journal *Granma* le 13 septembre dernier de ce que signifie le blocus[2] :

- 25 jours de blocus correspondent au financement nécessaire pour couvrir les besoins du système national de médicaments pendant un an, soit environ 339 millions de dollars.
- 9 jours correspondent au montant nécessaire pour importer des consommables médicaux (coton, gaze, seringues, aiguilles, sutures, cathéters, équipements pour sérum, entre autres fournitures) et des réactifs nécessaires au système national de santé pendant un an, soit 129 millions de dollars.

Year	Date	For	Against	Abstention	Voting Against
1992	November 24	59	2	71	U.S., Israel
1993	November 3	88	4	57	U.S., Israel, Albania, Paraguay
1994	October 26	101	2	48	Etats-Unis. Israel
1995	November 2	117	3	38	U.S, Israel, Uzbekistan
1996	November 12	138	3	25	U.S., Israel, Uzbekistan
1997	October	143	3	17	U.S., Israel, Uzbekistan
1998	October	157	2	12	U.S., Israel
1999	November	155	2	8	U.S., Israel
2000	November	167	3	4	U.S., Israel, Marshall Islands
2001	November	167	3	3	U.S., Israel, Marshall Islands
2002	November	173	3	4	U.S., Israel, Marshall Islands
2003	November	179	3	2	U.S., Israel, Marshall Islands
2004	October	179	4	1	U.S., Israel, Marshall Islands, Palau
2005	November	182	4	1	U.S., Israel, Marshall Islands, Palau
2007	October	184	4	1	U.S., Israel, Marshall Islands, Palau
2009	October	187	3	2	U.S., Israel, Palau
2011	October	186	2	3	U.S., Israel
2012	November	188	3	2	U.S., Israel, Palau
2013.	October	188	2	5	U.S., Israel
2015	October	191	2	0	U.S., Israel
2018	October	191	0	2	
2017	November	191	2	0	U.S., Israel
2018	November	189	2	0	U.S., Israel
2019	November	187	3	2	U.S., Israel, Brazil
2021	June	184	2	3	U.S., Israel
2023	November	187	2	1	U.S., Israel

- 21 heures d'embargo correspondent au coût d'acquisition de l'insuline nécessaire pour couvrir la demande du pays pendant un an, soit 12 millions de dollars.

- 18 jours de blocus représentent le coût annuel de la maintenance (sans inclure le carburant et les investissements) du Système électro-énergétique national, soit 250 millions de dollars.

- 4 mois de blocus correspondent à la somme nécessaire pour garantir, pendant un an, la fourniture à la population du panier de base de produits subventionnés, soit 1,6 milliards de dollars.



- 38 heures de blocus représentent le coût de production /acquisition de la base de matériel d'étude nécessaire au pays pour couvrir les besoins du Système d'éducation pendant un an, soit 21 789 000 dollars.

- Si le blocus était levé pendant huit heures, Cuba pourrait acquérir les jouets et le matériel didactique pour toutes les garderies du pays, soit 4 500 000 dollars.

- Une demi-heure équivaut au coût des fauteuils roulants électriques et conventionnels nécessaires pour répondre aux besoins du système d'éducation spécialisée du pays, soit 256 363 dollars.

- 44 heures correspondent au financement nécessaire pour garantir les ordinateurs dans les centres éducatifs du

pays, soit 25 200 000 dollars.

- 15 minutes correspondent au financement nécessaire pour couvrir la demande d'appareils auditifs pour les enfants et adolescents handicapés de l'éducation spécialisée du pays, soit 144 000 dollars.

- Trois jours correspondent au coût annuel de l'entretien des transports publics du pays, soit 40 millions de dollars.

- Neuf mois représentent l'équivalent du financement estimé nécessaire pour couvrir les besoins de construction de nouveaux logements du pays, soit 3 893 millions de dollars.

Des actions internationales sont organisées avant, pendant et après le vote à l'AGNU pour condamner le blocus criminel des États-Unis contre Cuba, exiger sa fin et pour retirer Cuba de la liste des soi-disant « États soutenant le terrorisme ».

Joignez-vous !

Notes

1. « Embargo des États-Unis contre Cuba », *Wikipédia*

2. « En chiffres, le siège contre Cuba », *Granma*, 13 septembre 2024



La pétition exigeant la levée du blocus américain a été déposée à la Chambre des communes

Le 23 octobre à la Chambre des communes, le député Gabriel Ste-Marie du Bloc Québécois a déposé la pétition e-5014 demandant au gouvernement canadien d'agir en faveur de la fin du blocus des États-Unis contre Cuba^[1]. Celle-ci a été lancée le 18 juin dernier par Pierre Hivon de Ste-Marcelline, parrainée par le député et fermée le 16 octobre. Le gouvernement doit maintenant donner une réponse à la pétition dans un délai de 45 jours civils.

Lors du dépôt de la pétition, le député Ste-Marie a dit :

« Monsieur le Président, c'est avec honneur que je présente la pétition e-5014, qui a été signée par un nombre très important de résidents.

« Ces résidents prient le gouvernement de demander aux représentants des États Unis, par l'intermédiaire de la ministre des Affaires étrangères, la levée du blocus de Cuba ainsi que le retrait de ce pays de la liste des États soutenant le terrorisme. Ils prient le gouvernement de réaffirmer l'importance de dénoncer le blocus comme un des principaux obstacles à la pleine jouissance des droits humains du peuple cubain. Ils prient le gouvernement d'agir immédiatement en vue de préserver la souveraineté du Québec et du Canada, en veillant à ce que les sociétés québécoises et canadiennes et autres entités, particulièrement gouvernementales, ne participent pas à l'application des sanctions économiques des États Unis contre Cuba. Ils prient aussi le gouvernement de veiller à ce que les relations qu'entretiennent le Québec et le Canada avec Cuba demeurent fondées sur l'égalité et le respect de la souveraineté, de l'indépendance et du droit à l'autodétermination.

« Je salue ces pétitionnaires et je présente avec grand honneur cette pétition. »

Dans les jours précédant le vote à l'Assemblée générale de l'ONU sur la résolution demandant la levée du blocus imposé à Cuba depuis 62 ans, la pétition est l'une des nombreuses actions menées au Québec, au Canada et dans le monde entier - piquets, rassemblements, réunions virtuelles, assemblées publiques, caravanes - pour exiger la levée du blocus criminel des États-Unis contre Cuba, pour défendre la souveraineté de Cuba et le droit d'être du peuple cubain.

***Mettez fin au blocus américain contre Cuba !
Retirez Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme !***

Note

1. La pétition e-5014 a recueilli 1433 signatures. Pour lire la pétition, [cliquez ici](#).



Les États-Unis sont entièrement responsables de la crise énergétique à Cuba

Karine Jean Pierre, porte-parole de la Maison-Blanche, a tenu des propos scandaleux lors d'un point de presse le 21 octobre, dans lequel elle a nié toute responsabilité des États-Unis dans la crise énergétique à Cuba et feint de s'inquiéter des souffrances que cela entraîne pour le peuple cubain. Elle a également continué les tentatives des États-Unis d'amener le peuple cubain à se soulever contre son gouvernement pour « mauvaise gestion ».

Karine Jean Pierre a dit que les États-Unis « surveillent de près les pannes d'électricité sur l'île. Nous sommes donc préoccupés par l'impact humanitaire potentiel pour le peuple cubain. [...] Comme nous l'avons vu ces dernières années, la situation économique de Cuba, due à une mauvaise gestion à long terme de sa politique économique et de ses ressources, a certainement accru les difficultés du peuple cubain. [Nous] tenons à préciser que [...] les États-Unis ne sont pas responsables des pannes d'électricité sur l'île ou de la situation énergétique générale à Cuba. »

Une lettre d'opinion publiée dans le *Journal de Montréal* le 22 octobre remet les pendules à l'heure sur la désinformation des États-Unis et des médias monopolisés qui blâment le peuple cubain, ses dirigeants et le système de gouvernance qu'il a choisi pour les récentes pannes de courant qui ont touché Cuba.

L'auteur de la lettre, Manuel Johnson, trésorier de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba, souligne qu'au contraire, la responsabilité des pannes d'électricité et des nombreuses autres pénuries qui représentent une violation des droits humains du peuple cubain en le privant des premières nécessités au cours des 62 dernières années, incombe entièrement aux États-Unis et à leur blocus illégal.

Ce blocus, dont l'objectif est de provoquer un changement de régime à Cuba, est une atteinte évidente au droit international, qui repose sur le principe du respect de la souveraineté et du droit à l'autodétermination des peuples et des nations et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

L'auteur de la lettre souligne que le 17 octobre, le réseau électrique cubain « s'est écroulé sous la demande accrue provoquée par une chaleur écrasante. Pendant que les travailleurs et ingénieurs du secteur énergétique cubain s'efforçaient héroïquement de remettre le système énergétique sur pied, le peuple cubain souffrait terriblement des effets de la coupure totale et prolongée d'électricité.



« Les grands médias rapportent la souffrance des Cubains et la crise énergétique, sans pour autant expliquer au public, à part quelques exceptions, la cause de cette crise : le blocus cruel des États-Unis qui perdure depuis plus de 62 ans. »

L'auteur explique qu'en raison du blocus américain, qui porte préjudice à l'économie cubaine à hauteur de 14 millions de dollars américains par jour, Cuba a de grandes difficultés à importer le carburant pour alimenter ses centrales thermiques. En outre, en raison du blocus « Cuba n'a pas pu importer les équipements et pièces nécessaires pour l'entretien régulier de ses centrales thermiques. Ainsi, 13 des 15 unités de production énergétique n'ont pas pu compléter le cycle d'entretien requis à chaque cinq ans. »

L'auteur de la lettre dénonce les États-Unis qui « veulent punir le gouvernement cubain parce que Cuba insiste pour décider de son propre avenir, plutôt que suivre les dictats de Washington. Ils espèrent qu'en créant la misère et la souffrance pour toute la population, le peuple se révolterait contre son gouvernement. »

Il souligne que les États-Unis sont presque totalement isolés au sein de la communauté internationale en raison de leur politique inhumaine et hostile à l'égard de Cuba : « L'année dernière, 187 pays ont voté à l'Assemblée générale des Nations unies pour la levée du blocus, pour une 32e année consécutive. Deux pays ont voté contre la motion : les États-Unis et Israël. »

Il dénonce également la désignation de Cuba par les États-Unis d'État parrainant le terrorisme, alors que, « dans les faits, ce n'est pas Cuba qui envoie des bombes aux quatre coins du monde, chaque fois qu'un pays ose se tenir debout et revendiquer son droit à l'autodétermination, ce sont les États-Unis. Tout au contraire, ce que Cuba envoie aux quatre coins du monde ce sont des médecins et infirmières, faisant ainsi preuve d'une solidarité internationaliste exemplaire. »

L'auteur conclut par un appel à « nos gouvernements, de tous les niveaux, à demander la fin immédiate du blocus injuste et illégal des États-Unis, pour mettre fin à la souffrance atroce du peuple cubain provoquée par cette politique cruelle et inhumaine ».



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

[PDF](#)

[NUMÉROS PRÉCÉDENTS](#) | [ACCUEIL](#)

www.pccml.ca • redaction@pccml.ca